

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible À vendre

Dans le centre de Vienne, le magnifique Palais Clam-Gallas abrite l'Institut français et le lycée français qui compte 1 800 élèves et 200 professeurs. La tradition francophone est très vivante en Autriche, où le français est la deuxième langue enseignée après l'anglais : c'est dire que ce domaine de plus de quatre hectares fait la fierté des Français et des Autrichiens.

Qu'importe ! Le Quai d'Orsay a décidé de vendre en raison des « contraintes budgétaires » qui interdiraient les réparations et les réaménagements du palais. L'Institut français sera donc relocalisé dans la banlieue viennoise. Tel est le premier scandale, celui de l'imbécillité austéritaire. Le second tient au fait que, pour cette opération immobilière, des négociations exclusives ont été engagées avec le Qatar, pays esclavagiste et corrupteur, fourrier de l'islamisme.

Ce bradage soulève l'opposition du président de la République d'Autriche, du chancelier et du maire de Vienne. Une pétition contre la vente du Palais Clam-Gallas a recueilli des milliers de signatures de citoyens autrichiens et français. Nous y souscrivons avec colère.

Migrants Des solutions



Afrique Royaumes du Nigeria

p. 6-7

Idées Pierre Manent

p. 9

L'été des canaux

La mise en eau de nouvelles écluses du canal de Panama en juin 2015 et l'inauguration du nouveau canal de Suez le 6 août, témoignent des luttes menées pour le contrôle des grandes routes maritimes.

Le canal de Suez, fort de ses 193 km, permettant une circulation en double sens sur 72 km grâce à l'élargissement sur 37 km du canal et le creusement d'une nouvelle voie sur 35 km, sera désormais traversé en 11 heures au lieu de 18. Le gouvernement égyptien espère que d'ici 2023, 97 navires par jour traverseront le canal contre 49 aujourd'hui, et percevoir des recettes de droit de passage de 13,2 milliards de dollars contre 5,3 aujourd'hui. Le canal de Panama devrait voir quant à lui ses travaux d'élargissement se terminer en janvier 2016, mais dès le mois de juin 2015, trois nouvelles écluses ont été mises en eau deux du côté Pacifique et une du côté Atlantique. Le canal accueillera désormais des navires de 14 000

conteneurs contre 5 000 aujourd'hui et rapportera au pays 3 milliards de dollars par an soit trois fois plus qu'actuellement.

Un ferment de nationalisme

Les deux canaux sont pour leur pays respectif un objet de fierté nationale. La restitution de la zone du canal à l'État panaméen en 1979, la nationalisation du canal de Suez en 1956 ont été vécues comme un retour à la pleine souveraineté et un recul de l'impérialisme. L'élargissement du canal de Suez a même été en partie financé par une souscription nationale qui a connu un véritable succès populaire. Ces deux canaux restent surtout pour leur pays respectif une rente de situation essentielle pour financer la diversification de leur économie, particulièrement pour Panama en quête de respectabilité.

Un révélateur de la mondialisation

L'élargissement de ces canaux relève aussi des exigences de la mondialisation et du commerce maritime. Face à des porte-conteneurs toujours plus grands, à la menace de construction de nouveaux canaux, pour Panama comme pour Suez, répliquer à la concurrence était indispensable. Le Nicaragua en effet s'est décidé en 2014 à relancer un vieux projet de canal pourtant conçu encore comme irréaliste en 2006 par l'actuel président Ortega. Mais, depuis lors, l'intervention de la Chine soucieuse de contester l'hégémonie américaine dans son propre jardin est passée par là et illustre ses ambitions mondiales et son désir de contrôler, autant que faire se peut, les grandes routes commerciales terrestres ou maritimes. Cependant, grâce à un bon réseau ferroviaire adapté et à différents hubs, (1) les États-Unis constituent un pont continental très compétitif



Le canal de Panama est un canal maritime qui relie l'Océan Pacifique et l'océan Atlantique.

et un sérieux rival. Les perspectives ouvertes par la route maritime de l'Arctique, même si elles doivent être appréciées avec prudence, en font enfin un concurrent à ne pas négliger.

Les limites de ces projets

Tous ces projets cependant ne sont pas sans limites. Tant au Panama qu'au Nicaragua, les associations de défense de l'environnement s'inquiètent des conséquences de ces chantiers gigantesques sur la faune et la flore, notamment sur le lac nicaraguayen Cocibolca, le plus grand lac d'eau douce de toute l'Amérique Latine. 12 000 à 30 000 personnes sont susceptibles d'être déplacées. La corruption endémique pourrait augmenter les coûts de ces projets et, de ce fait, contribuer encore un peu plus à la grogne de la population. Tout cela est-il réaliste sur un plan strictement financier ? Sans oublier qu'en Égypte, la progression des islamistes de Wilayat Sinaï (2) dans le Sinaï peut, à terme, constituer une menace pour le canal de Suez. Le ralentissement économique enfin, qui touche les pays émergents et en particulier la Chine, rend les gains à venir en termes de droits de passage plus difficiles à évaluer. Mais au-delà, c'est la pertinence même d'un tel modèle économique qui mérite d'être interrogée.

Marc SÉVRIEN

(1) Plate-forme de distribution.

(2) Le 10/11/2014, le mouvement Ansar Baït al-Maqdis « Les partisans de Jérusalem » prête allégeance à l'État islamique et est renommé Wilayat Sinaï « Province du Sinaï » (Wikipedia).



Le canal de Suez relie Port-Saïd sur la mer Méditerranée et la ville de Suez sur le golfe de Suez.

SOMMAIRE

P 1 : Cible : À vendre - P 2 : Mondialisation : L'été des canaux - P 3 : Labour : Podemos anglais ? - P 3 : Écho des blogs : Oligarchie press - P 4 : Réforme du Code du travail : Pour régler le chômage ? - P 5 : Suisse : Marignan côté vaincus - P 5 : Brèves : Russie, Grèce, Autriche, Népal - P 6-7 : Nigeria : Le poids des monarchies traditionnelles - P 8 : Anthropologie : Le politique perdu et retrouvé - P 9 : Idées : Le diagnostic de Pierre Manent - P 10 : Uchronie : Et si ? - P 10 : BD belge : L'âge d'or - P 11 : Mercredis de la NAR - Braderie - Souscription - P 12 : Édito par Bertrand Renouvin : Migrants : Quelles solutions ?

Podemos anglais ?

Le Parti travailliste qui a porté Jeremy Corbyn à sa tête a peu à voir avec le nouveau venu de la gauche espagnole. Mais les deux formations boivent désormais à la même source.

Les royaliste crient *shocking*, face à un Jeremy Corbyn restant silencieux au moment de devoir chanter le *God save the Queen* au cours d'une cérémonie commémorant la bataille d'Angleterre - un des épisodes de leur histoire que les Britanniques se remémorent avec le plus d'émotion. D'emblée, car à peine porté à la tête du *Labour Party*, le vieil élu trotskiste a voulu marquer son appartenance au camp des purs. Cette opposition frontale au chef de l'État contraste avec l'attitude d'un Pablo Iglesias. Alors que le secrétaire général de Podemos - issu d'une gauche tout aussi radicale que Jeremy Corbyn - accepte de serrer la main de Philippe VI, le vieux loup de la politique britannique n'hésite pas à snober Élisabeth II et à susciter un rejet, préjudiciable à moyen terme.

La plupart des commentateurs ont déjà pointé ce qui oppose ces deux représentants de l'extrême gauche : une grande différence d'âge, des rapports de forces et des poids au sein de leurs formations qui ne sont pas les mêmes, des systèmes électoraux nationaux aux antipodes les uns des autres... Mais des similitudes sont là, qui doivent retenir toute notre attention. Les percées de Jeremy Corbyn et de Pablo Iglesias expriment un ras-le-bol généralisé des classes moyennes paupérisées par des politiques d'austérité,

toutes jugées plus inefficaces les unes que les autres. Les ralliements à ces deux figures sont aussi un défi lancé aux *establishments* nationaux. À cet égard, les observateurs ne devront pas perdre de vue l'itinéraire de l'étoile montante de la toujours très vive école intellectuelle marxiste britannique, Owen Jones. Universitaire et journaliste, ce jeune homme a publié un ouvrage, justement intitulé *The Establishment : And how they get away with it*, qui raconte l'histoire de ceux qui dominent la vie économique de la Grande-Bretagne depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Son livre a rencontré le succès, en Espagne. Comme en Angleterre, les jeunes générations, celles qui ont de plus en plus recours aux réseaux sociaux de l'Internet pour s'informer et militer y ont été séduites.

Comme pour Pablo Iglesias, le premier défi que Jeremy Corbyn doit donc relever est celui d'assurer un renouvellement générationnel de la classe politique,

en faisant voter les abstentionnistes et en motivant de nouveaux militants. Il peut compter, pour cela, sur un gisement humain gigantesque. La question des politiques économiques sera déterminante. En bons internationalistes, les deux hommes ne souhaitent pas voir disparaître les institutions européennes. Mais ils ne disposent déjà pas des mêmes armes, à l'heure de la guerre monétaire. Sur ses billets de banque, Jeremy Corbyn peut, heureusement, encore compter sur l'effigie de Sa Gracieuse Majesté.

Christophe BARRET

Oligarchic press

Dans Books, (1) Philippe Thureau-Dangin dénonce « la grande misère de la presse française. » La charge est violente mais juste : la « grande presse » française change tout le temps ses maquettes et ses formules mais elle est désespérément nulle.

Ainsi, « à Paris, cela a été maintes fois souligné, où se concentrent toutes les élites dans quelques arrondissements, la consanguinité est chose redoutable. Les journalistes, souvent issus des mêmes lycées et des mêmes classes préparatoires que les politiques, mais moins brillants souvent que ces derniers dans la suite de leurs études, ont bien du mal à ne pas être de connivence : au contraire d'un Beuve-Méry qui mettait un point d'honneur à ne pas dîner en ville, le bon ou la bonne journaliste politique d'aujourd'hui fera tout, au contraire, pour accompagner les voyages de tel ou tel, pour échanger quelques propos dans les multiples réceptions qui émaillent la vie publique. Ne parlons même pas des flirts et des coucheries, c'est inutile. Il résulte de ce mélange souvent habilement entretenu par les politiques eux-mêmes un défaut de distance : le journaliste est à la fois trop près de ses sources et trop loin des faits. Ce qui donne une presse faussement informée ».

Plus grave encore, la concentration des principaux titres entre les mains de sept capitalistes : Bolloré, Dassault, Lagardère, Arnault, Drahi, Niel, Bouygues. Patrick Drahi a ra-

cheté *Libération* et *L'Express*, Bernard Arnault a mis la main sur *Le Parisien* et Niel sur *Le Monde*... Professeur d'économie et auteur du livre *Sauver les médias* (Seuil, 2015) Julia Cage dénonce cette concentration « dangereuse et inquiétante pour le bon fonctionnement de la démocratie française » dans un entretien accordé à *La Tribune*. (2) Aussi réclame-t-elle une nouvelle loi qui devrait se fixer trois objectifs : « **D'une part**, éviter une concentration excessive pour garantir le pluralisme de l'information. **D'autre part**, garantir, à l'avenir, la propriété des médias par des groupes de presse indépendants plutôt que par des industriels qui sont souvent sous contrat avec l'État. **Enfin**, il faudrait limiter, comme c'est le cas dans beaucoup d'autres pays, la pratique du « cross-ownership », c'est-à-dire le fait de posséder tout à la fois des journaux, des radios et des chaînes de télévision. Or il semble que plus l'on tarde à réguler, plus la recomposition du paysage médiatique s'accélère, donnant chaque jour un peu plus de poids à ces nouveaux acteurs qui utilisent leur influence pour convaincre le législateur que le mieux est de ne rien faire. »

Hélas, le législateur est déjà convaincu qu'il ne faut rien faire car les parrains des réseaux oligarchiques ont tout intérêt à maintenir la presse dans sa servilité.

Jacques BLANGY

(1) <http://www.books.fr/la-grande-misere-de-la-presse-francaise/>

(2) <http://www.latribune.fr/technos-medias/medias/la-concentration-actuelle-des-medias-pose-un-vrai-probleme-democratique-julia-cage-502772.html>

Pour régler le chômage ?

Le patronat en rêvait, Hollande et Valls s'apprêtent à le faire. Le président de la République et son Premier ministre se sont engagés, sur la base de plusieurs rapports récents, à réformer le Code du travail, à l'origine selon eux du chômage persistant.

Le débat sur la réforme du Code du travail inauguré en juin dernier par Robert Badinter et Antoine Lyon-Caen, (1) poursuivi en septembre par les rapports successifs de l'Institut Montaigne réputée ultra-libérale, (2) de la fondation Terra Nova (3) proche du PS, et du groupe de travail présidé par Jean-Denis Combrexelle (4) à la demande du Premier ministre, est bien mal engagé. Il y a même fort à parier qu'il débouche sur des demi-mesures incapables de répondre aux enjeux de notre temps, voire qu'il tourne carrément au fiasco comme la grande réforme fiscale. Les principaux griefs adressés au Code du travail sont sa complexité et son manque de lisibilité ; il lui est également reproché de freiner la compétitivité des entreprises qui, par sa faute, ne peuvent pas embaucher, licencier, fixer le temps de travail et rémunérer leurs salariés comme elles le souhaitent ; enfin, il protégerait mal les salariés, nuirait à la création d'emplois et serait à l'origine du chômage de masse...

Aujourd'hui, une convention collective, un accord de branche ou d'entreprise ne peuvent qu'améliorer les dispositions législatives, même s'il existe de nombreuses possibilités d'y déroger ; demain, c'est l'accord d'entreprise qui primera. La seule contrainte à laquelle elles seraient alors soumises serait le respect des textes supranationaux et des conventions internationales, soit une journée de travail de dix heures, une semaine de travail de 48 heures, mais pas de salaire minimum. À terme, on pourrait donc voir disparaître le Smic qui constitue une entrave à la concurrence pure et parfaite.

Le quotidien Libération, dans son édition du 1^{er} septembre, reprend point par point ces critiques et préconisations. Il rappelle, tout d'abord, que la mission initiale de la législation sur le travail, créée en 1919 en même temps que l'Organisation internationale du travail (OIT), n'était pas de favoriser l'emploi, mais d'assurer la paix, c'est donc lui faire un faux procès au Code du travail que de lui reprocher de ne pas remplir des objectifs qui ne lui étaient pas fixés.

Ensuite, l'article démontre, en citant l'OCDE, qu'il n'existe aucune corrélation entre le Code du travail et l'emploi. Précisons également qu'à chaque fois que le patronat veut déréglementer, il prend pour prétexte l'emploi. En 1986, la suppression de l'autorisation administrative de licenciement devait créer **six cent mille emplois** ; en 1993, les allègements de cotisations sociales devaient **résoudre définitivement** la question du chômage ; l'an dernier, l'adoption du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) aurait dû permettre la création d'un **million d'emplois** ; inutile de préciser qu'il n'en a rien été.

Quant à la simplification du Code proposée par tous, elle pourrait déboucher sur davantage de complexité, dans la mesure où elle renforcerait la jurisprudence. Enfin, le fait d'accorder plus de place à la négociation d'entreprise pourrait aboutir à un éclatement du droit du travail, favoriser l'entreprise et pénaliser les salariés. L'argu-

ment selon lequel le Code du travail nuirait à l'efficacité du dialogue social relève, par ailleurs, de la mauvaise foi, dans la mesure où les chiffres montrent qu'en 2014, plus de 36 000 accords d'entreprise et près de 1 000 accords de branche ont été signés par les partenaires sociaux. (5)

Si une réforme du Code du travail est nécessaire, des pistes alternatives à celles proposées par nos auteurs existent. Prenons l'exemple du Code de la route : dans sa version intégrale, il n'a rien à envier au Code du travail pour ce qui est de sa complexité, de son illisibilité, de son volume... et personne ne songe à le remettre en cause. Les conducteurs doivent se contenter d'en connaître les règles essentielles de bonne conduite contenues dans une version allégée. L'automobiliste n'a pas besoin d'apprendre le nombre de pixels que doit contenir un panneau autoroutier, contrairement aux entreprises qui les fabriquent et au juge qui doit trancher en cas de litige.

On pourrait donc imaginer une version allégée du Code du travail pour gérer la vie courante du monde du travail ; on garderait le Code actuel qui servirait pour les contentieux. Plutôt que d'une démolition en règle du Code du travail, c'est de la construction d'un nouveau contrat social dont nous avons besoin qui intégrerait les évolutions récentes de l'économie liées à la généralisation du numérique, à propos desquelles notre Code du travail est muet. Que faire, par exemple, face à l'émergence de l'économie collaborative qui se développe en dehors de tout cadre légal, comme en témoigne les récents démêlés d'Uber avec les chauffeurs de taxi ?

Laissons donc les politiques de l'emploi s'occuper du chômage et profitons d'une réforme du Code du travail pour renouer avec sa mission initiale : assurer la paix sociale.

Nicolas PALUMBO

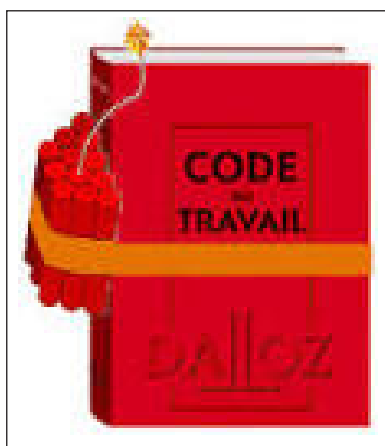
(1) « Le travail et la loi », Fayard, 2015, prix public : 8 €.

(2) Sauver le dialogue social, priorité à la négociation d'entreprise.

(3) Jacques Barthélémy et Gilbert Cette - « Réformer le droit du travail », Odile Jacob, prix public : 19,90 €.

(4) « La négociation collective, le travail et l'emploi », rapport au Premier ministre.

(5) Rapport annuel de la Commission nationale de la négociation collective (juin 2015).



Marignan côté vaincus

La controverse historique au sujet de Marignan divise la Suisse. En jeu la relation difficile avec ses voisins européens et la conception de la neutralité.

Dimanche 13 septembre, une cérémonie à San Giuliano, au sud de Milan, a marqué le cinquième centenaire de la célèbre bataille. Contrairement aux usages, elle n'était pas organisée par les vainqueurs - la France était absente - mais par les vaincus, en l'occurrence la fondation suisse Pro Marignano créée en 1965 et ressuscitée pour l'occasion. En effet Marignan avait été choisi par le fondateur de l'Union démocratique du centre (UDC) dans les années 90 comme symbole de l'abandon par les cantons de toute implication à l'extérieur de leurs frontières et en particulier comme arme de guerre contre l'adhésion aux communautés européennes (refusée par 50,3 % au référendum de 1992). L'UDC est depuis cette date le premier parti de Suisse avec environ le quart des voix.

Fait intéressant, la cérémonie était cette fois honorée de la présence de la présidente de la Confédération, la socialiste Simonetta Sommaruga. Si celle-ci a rappelé que le sens de cette date était très controversé en Suisse, elle a suggéré que l'occasion soit saisie de « réfléchir à la manière dont (le pays) entend concevoir sa neutralité au XXI^e siècle. » La neutralité au sens où elle a été vécue lors de la période du Troisième Reich et de la guerre froide (1933-1989) n'a plus cours. Elle ne protège plus le pays du monde extérieur et fait donc débat. Marignan est brandi par les uns et les autres comme écran, dérivatif ou substitut à une révision de fond.

L'été a connu deux expositions concurrentes : l'une sur Marignan au musée de Zurich, l'autre à Prangins (Genève) sur le Congrès de Vienne dont effectivement date la reconnaissance internationale du statut de neutralité de la Suisse (20 novembre 1815). Les historiens contemporains révisent l'histoire officielle suisse (1) mais les références classiques continuent d'être instrumentalisées par les partis

politiques. Les préoccupations les plus immédiates à l'approche des élections du 18 octobre sont dominées par la réforme du droit d'asile actuellement en discussion devant le Conseil national. La présente crise des migrations aura un impact direct alors que le pays qui compte déjà près du quart d'étrangers peine à renégocier ses accords de libre circulation avec l'Union européenne. Entrée dans Schengen en 2008, la Suisse le 9 février 2014 a adopté un texte radical contre « l'immigration de masse » qui doit entrer en vigueur en 2017 mais se révèle inapplicable.

Le cas suisse - ce que d'aucuns appellent la leçon de Marignan - montre que l'on ne peut pas vouloir poursuivre une politique extérieure significative tout en prétendant jouir d'un « splendide isolement ». Dans les années 80, le modèle de neutralité suisse avait été prôné par le Club de l'Horloge, groupe de hauts-fonctionnaires qui voulaient inspirer la droite française. Aujourd'hui encore la définition d'une politique étrangère par le FN bute sur cette contradiction devenue plus apparente en Suisse depuis la fin de la guerre froide. Christoph Blocher se veut cohérent : la Suisse pour rester neutre doit rester petite, modeste, coupée des grands mouvements du monde et de l'Europe. Ses opposants suisses sont aussi cohérents : la Suisse ne peut vivre isolée, elle doit donc sortir de sa neutralité passive, conclure des alliances, coopérer avec Bruxelles, Paris, Berlin et Rome au lieu d'actuellement multiplier les querelles de voisinage. Or ce dernier discours passe plus mal dans l'électorat.

L'UDC, pourtant majoritairement germanophone, présente l'Union européenne comme une résurgence du Saint-Empire romain germanique dont la Suisse se serait « exemptée » dès le haut moyen âge (1291) et par les traités de Westphalie (1648). Mais c'est Angela Merkel, accueillie le 3 septembre par la présidente de la Confédération, qui y avait lancé l'appel à la solidarité européenne pour l'accueil des réfugiés. En réponse Mme Sommaruga avait exalté le « réveil de l'humanisme allemand. » Une pierre dans le jardin de l'UDC. Chacun joue à contre-emploi dans la vie politique suisse, comme en 1515.

Yves LA MARCK

(1) Dont Thomas Maissen, directeur de l'Institut historique allemand à Paris, de nationalité suisse.

Brèves

Russie le 12 septembre : le porte-parole des descendants des Romanov, **Ivan Artshishevsky**, a confirmé à l'agence de presse TASS, la venue de plusieurs membres de la famille impériale à Saint-Petersbourg pour l'enterrement national des restes des enfants du tsar **Nicolas II**, **Alexis** et **Maria**, découverts en 2007. Bien que concluantes, les analyses ADN sont cependant contestées par l'église orthodoxe qui a réclamé de nouveaux tests.

Grèce le 13 septembre : la Cour Suprême a invalidé pour la troisième fois consécutive la liste monarchiste *Espoir National* pour les prochaines élections générales.

Autriche le 13 septembre : l'archiduc **Charles de Habsbourg-Lorraine**, président du Mouvement paneuropéen (ME), s'est inquiété de la fermeture de l'espace Schengen et du rétablissement des contrôles aux frontières, accusant les chefs d'États européens

de se « montrer incapables » de trouver une solution commune à la crise des réfugiés qui frappe le continent actuellement. Le prétendant au trône autrichien a demandé que les chefs d'États européens se mettent rapidement d'accord pour trouver une solution humanitaire à cette crise et aux conflits du Moyen-Orient.

Népal le 17 septembre : après quatre mois de manifestations quotidiennes et une tentative de prise du Parlement, le mouvement monarchiste *Rastriya Prajatantra Party-Nepal* (RPP-N) a finalement accepté de réintégrer le processus démocratique. Ayant échoué à faire voter la restauration de la monarchie, les monarchistes népalais se sont résolus à signer l'acte constitutionnel qui instaure définitivement la République dans le pays.

F. de N.

Le poids des monarchies traditionnelles

Avec plus de 180 millions d'habitants et 15^e producteur mondial de pétrole, la République fédérale du Nigeria est devenue un acteur économique et politique incontournable de l'Afrique de l'Ouest. Marquée par une histoire moderne violente (le pays compte pas moins de dix coup d'États et contrecoup d'États entre 1963 et 1993), la légende veut que les frontières du pays aient été dessinées dans un lit par le gouverneur général Frederick Lugard.

Les 376 ethnies et sous-ethnies regroupées au sein de trois groupes majeurs (Haoussas-Fulanis au Nord, les Yoroubas au Sud-ouest et les Igbos au Sud-est) vont devoir apprendre à cohabiter dans le nouveau protectorat britannique du Nigeria, proclamé en 1897. Les Britanniques imposent l'*Indirect rule* comme régime de colonisation qui consiste à administrer le pays par l'intermédiaire de ses chefs traditionnels en échange du monopole sur le commerce local. Mais bien avant la colonisation, le Nigeria du Moyen Âge comptait un certain nombre de structures étatiques durables et dont certaines perdurent encore de nos jours.

Ainsi celui du Kanem-Bornou va concurrencer au XIII^e siècle ceux de la boucle du Niger tels que celui du Mali ou du Songhaï. À cette époque, les institutions du royaume reposent sur une monarchie absolue féodale décentralisée mêlant le divin au mystère. Considéré comme un dieu, le souverain ne montre son visage qu'une fois par an à ses sujets. Malgré des crises dynas-

tiques successives, le royaume du Kanem survit jusqu'au XIX^e siècle, date à laquelle le pays est la proie du djihad d'Usmane dan Fodio. Les cités haoussa sont de vrais châteaux-forts cultivant l'art militaire qui les pousse les uns contre les autres dans le but d'agrandir leur sphère d'influence. Le djihad de l'érudit soufi Usmane dan Fodio va permettre l'émergence du sultanat de Sokoto et le développement de la religion musulmane dans le pays. La conquête est rapide et balaye même le royaume Yorouba d'Oyo empêtré dans des luttes fratricides.

Tous pratiquent le commerce de l'esclavage. La côte des Calabars devient le champ d'un immense trafic.

Lagos et la région actuelle du Delta fournissent aux Européens entre 4 000 et 20 000 esclaves par an dont la plupart sont revendus par les roitelets aux Européens pour leurs plantations du Brésil.

C'est d'ailleurs ce même commerce qui coûtera son trône à l'oba (roi) de Lagos en 1851. Frederick Lugard, tout au long de son gouvernement, va s'employer à réduire le pouvoir des émirs, sultans et autres obas grâce à l'*Indirect rule* dont le système s'applique bien aux royaumes du Nord mais non à ceux du Sud restés chrétiens, for-

çant les Britanniques à créer des chefferies jusqu'à lors inexistantes (notamment dans le pays Ibo).

Avec l'indépendance en 1960, les rois et chefs traditionnels du Nigeria font preuve d'une grande souplesse à l'égard des nouvelles autorités quand ils ne participent pas eux-mêmes au combat nationaliste. Ainsi l'oba d'Oyo apportera son soutien à Obafemi Awolowo, leader indépendantiste du parti de l'unité du Nigeria contre l'oba d'Ife qui soutient l'opposition (et en perdra son trône). Conservant un rôle manifeste et influent dans la vie politique du pays, leur



l'oba Obateru Akinruntan

rôle a évolué au sein de la société y compris dans leur fonction même. Hier souverains idolâtrés, ils ont réussi à garder tous les attributs de leur pouvoir et coloniser l'industrie financière ou la fonction publique comme la plupart des émirs et rois du Nord comme l'émir de Kano nommé ambassadeur.

Le Premier ministre Ahmadu Bello avait commandé un livre blanc aux premiers mois de la République qui avait démontré comment des émirs avaient usé de leurs privilèges pour obtenir des prêts de la *Northern nigerian development corporation*. Écartés par le régime militaire en 1976, c'est le président Buhari qui restitue leur pouvoir en juillet 1984 avec la création d'un comité présidé par le sultan de Sokoto. Le coup d'État du général Ibrahim Badamasi Babangida en 1985 réduit de nouveau leurs pouvoirs, impose même aux chefs traditionnels de faire connaître leur

déplacement aux gouverneurs en dépit de leurs demandes de créer une « tradi-démocratie » en lieu et place du régime militaire.

Lors des négociations de transition au retour du régime civil, les militaires prennent soin d'écarter les différents souverains des décisions les plus importantes, suspectant de fortes velléités d'indépendance et de sécession parmi eux. La guerre civile du Biafra (1967-1970) avait alors laissé de profondes traces dans le pays et le roi des Ibos avait soutenu la rébellion de tout son poids. En septembre 1986, 48 chefs traditionnels et émirs réclament l'abolition des États et la remise en place des structures royales existantes avant la colonisation, suscitant la création de mouvements pan-ethniques comme le *Mouvement progressiste yorouba* piloté par l'oba de Lagos qui soutient la candidature à la présidentielle de Chief Moshood Abiola, opposant au régime militaire.

Cette opposition est vite réprimée sous le régime du général Sani Abacha (1993-1998), qui s'empresse de déposer les souverains rebelles comme le sarkin de Suleja (arrêté le 10 mai 1994) ou le sultan de Sokoto, Ibrahim Dasuki en 1996.

Avec la fin du régime militaire et le retour à la démocratie en 1999, les rois du Nigeria vont retrouver leur ascendance, devenant de véritables faiseurs de présidents au sein de la République fédérale lors des diverses élections. Certains dirigent mêmes les sections locales de partis politiques comme le roi de Benin, Erediauwu I^{er}, leader du *Parti démocratique du peuple*. Il n'est donc pas étonnant de retrouver parmi les cinq premiers souverains africains les plus riches, deux Nigerians.

Le roi des Ugbo dans l'État de l'Ondo, l'oba Obateru Akinruntan, avec une fortune estimée à 300 millions de dollars où l'oba Okunade Sijuwade de l'Ile-Ife, fondateur du conglomérat pétrolier et gazier de Sijuwade.

Pourtant aujourd'hui les rois du Nigeria doivent désormais faire face à une nouvelle menace qui remet en cause leurs pouvoirs traditionnels avec la secte fondamentaliste



Boko Haram. Monté sur le trône du califat de Sokoto en 2006, le sultan Mohammed Sa'ad Aboubakar IV règne sur 70 millions de Nigériens musulmans et partage cette haute autorité spirituelle avec l'émir de Kano, Mohammed Sanusi II, ancien gouverneur de la Banque centrale du Nigeria. Ce dernier a été l'un des principaux soutiens de la réintroduction de la charia dans douze États du pays. En novembre 2014, la mosquée de Kano, siège de l'émirat, est victime d'un violent attentat qui tue 150 personnes. Un mois plus tard, Boko Haram dénonce publiquement les chefferies traditionnelles tout en menaçant les deux principaux souverains soufis de mort.

Avec l'absence de pouvoir fort dans la capitale Abuja et la déroute de l'armée fédérale, c'est le sultan de Sokoto qui va porter la voix de la résistance face à la montée en puissance du salafisme au Nigeria. Les rois du Nigeria sont à la tête du combat contre l'extrémisme de la secte.

Mémoires vivantes de l'histoire du pays, encore révéérés comme des souverains de plein droit, les chefs et rois traditionnels du Nigeria continuent de contribuer à l'essor

du pays aussi bien économiquement que politiquement. Impossible pour un politicien en herbe de se présenter à une élection sans avoir été adoubé par un de ces nombreux souverains.

Leurs implications dans le dernier processus électoral, qui a permis au général à la retraite Muhammadu Buhari de revenir au pouvoir, ont montré combien au sein d'une République, ces monarchies ont su rester puissantes en dépit de la colonisation britannique, restant **des arbitres** incontournables et indissociables de la vie sociale du Nigeria.

Frédéric de NATAL

Communiquer avec la NAR

info@nouvelle-action-royaliste.fr

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

<http://archivesroyalistes.org>

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

Tél. : 01.42.97.42.57

Le politique perdu et retrouvé

Nous vivons une période de dépérissement du politique. L'individu n'y trouve pas l'épanouissement promis en 1968 par les discours sur l'abolition du Maître mais l'angoisse du vide et de nouvelles sujétions. Il est cependant possible de gouverner la « Grande Transformation » que nous sommes en train de vivre.

Éminent historien britannique, Dominic Lieven, (1) dit que pour comprendre une situation il faut avoir l'œil de l'aigle et l'œil du vermineux : survoler de très haut les grands mouvements de l'histoire et observer au ras du sol le cheminement des hommes. Georges Balandier est proche de cette conception : il est à la fois l'homme des hautes altitudes habitué aux grands détours (*) et le spectateur tout près de la scène. Comme les précédents, son dernier livre publié (2) offre en effet ce que tous les politiciens disent posséder : une vision d'ensemble du moment présent et du proche avenir. Mais les candidats dressés par leurs conseillers en communication ne voient pas grand-chose et butent sur un paradoxe qui énerve les citoyens et que Georges Balandier formulait voici deux ans (3) en ces termes : « *la puissance monte cependant que l'impuissance politique s'accroît.* »

Cette **impuissance** tient à une responsabilité nouvelle et littéralement écrasante : « *Le pouvoir politique a la charge sans précédent de gouverner à la fois des sujets d'ancienne facture et des sujets issus du monde numérisé, de la matérialité appartenant aux siècles industriels et de l'immatériel actuel devenu conquérant.* » Pour remédier à cette impuissance, le pouvoir a choisi la pire des solutions : s'appuyer sur la puissance montante et dominatrice du capitalisme financier. Telle est l'épreuve majeure que vit notre « Occident », tandis que les post-colonisés vivent les mutations de l'histoire mondiale avec des structures étatiques importées qui ne leur conviennent pas.

La déperdition d'énergie politique affecte le **corps du souverain**. Pour le comprendre, il est inutile de recourir à la fable des « deux corps du roi » : le simple corps physique du souverain porte la charge symbolique du pouvoir grâce à des signes et des rituels qui ont été peu à peu abandonnés. Ce n'est pas une affaire de couronne et de sceptre : Charles De Gaulle et François Mitterrand incarnaient le pouvoir symbolique dans notre monarchie républicaine mais Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy et François Hollande ont été les acteurs dérisoires d'un effacement de la fonction pré-



Georges Balandier

sentielle qui ne peut tenir que par **projection effective de la royauté**. Nous voici à ras de terre, « sur le terrain » comme disent les oligarques qui jouent la comédie du patron sans-çaçon tandis que la République, la démocratie et les vertus publiques se perdent dans la brume des compromissions et la boue des affaires. Quant à ces crises, l'Union européenne ne résout rien : elle a « *dévitalisé les nations intégrées sans suffisamment les solidariser* » et elle substitue à une démocratie de plein exercice l'économisme financier, le juridisme et le réglementarisme.

Il est possible de remédier à ce déformement du politique si l'on relève le défi anthropologique. Il faut « *pouvoir pouvoir* » nous dit Georges Balandier, sans oublier comment s'entretient la force du pouvoir dans les sociétés de la tradition et sans tomber dans le piège des restaurations impossibles ou de l'ultra-modernisme nihiliste. « *C'est par le pouvoir symbolique*

qu'il faut intervenir, c'est par lui que la confiance peut se raviver, ne pas s'abîmer dans la dérégulation. C'est par lui qu'il devient possible de transformer l'assise imaginaire, alors que tout bouge par les effets de la mondialisation, de l'économisme conquérant, de la mobilité financière accélérée. » Rien de plus réel, de plus concret, que le pouvoir symbolique nous dit encore Georges Balandier : « *la conservation par le symbolisme politique recoupe celle que l'espace réalise en portant les inscriptions d'une histoire de très longue durée, inscriptions et traces résultant du travail des hommes. Cette double conservation maintient l'étroite alliance attachant le pouvoir à l'espace où il exerce, à son territoire. À des frontières que l'histoire a tracées, à une civilisation qui « personnalise » l'espace politique.* »

Les épreuves de la globalisation financière et de la mondialisation technologique se vivent et se vivront dans les **nations**, qui auront tout avantage à s'accorder dans de souples confédérations fondée sur une civilisation commune et diverses cultures historiques. De telles perspectives, nationales et inter-nationales, redonneraient du sens à un pouvoir politique - à condition qu'il se redonne les signes et les moyens effectifs de pouvoir, c'est-à-dire de rendre possible. Non par volonté de puissance mais pour répondre aux attentes démocratiques et républicaines d'un peuple désorienté et toutefois capable d'un magnifique sursaut collectif comme nous l'avons vu et vécu en janvier 2015.

Ce sursaut n'a pas eu de suite parce que personne n'a su lui donner un prolongement révolutionnaire. Or « *il faut admettre, nous dit Georges Balandier dans sa conclusion, que la révolution soit d'abord et avant tout la volonté de maîtriser le présent changement d'ère, de le connaître dans son mouvement, de l'humaniser par la contribution de cultures différentes.* » Face aux gouvernances erratiques, c'est de cette volonté que doit procéder tout programme de gouvernement.

Bertrand RENOUVIN

(1) Dominic Lieven — « *La fin de l'empire des tsars* », Éd. des Syrtes, 2015. Je présenterai prochainement ce livre.

(*) Georges Balandier — « *Le Détour, pouvoir et modernité* », Fayard, 1985 et 1977. Plusieurs articles consacrés aux ouvrages de Georges Balandier ont été publiés sur mon blog : <http://www.bertrand-renouvin.fr>

(2) Georges Balandier — « *Recherche du politique perdu* », Fayard, 05/2015, 128 p., prix public : 14 €.

(3) Cf. « *Du social par temps incertain* », PUF, 2013.

Le diagnostic de Pierre Manent

En un essai court, mais d'une densité extrême, Pierre Manent opère un diagnostic impitoyable sur la situation de la France. Il aborde, en effet, toutes les questions qui fâchent, met le doigt où ça fait mal, mais à l'inverse des prophètes en désenchantement, il indique vers quelles solutions nous devrions nous diriger. Loin aussi de partager l'idée d'un déclin inéluctable des nations, il affirme leur caractère pérenne qu'aucune construction supranationale ne saurait suppléer. Il faut citer ici les quelques lignes décisives qu'il consacre au sujet : « Tandis que la vie politique nationale était de moins en moins satisfaisante, citoyens et gouvernants regardaient vers l'Europe comme vers le lieu naturel où la liberté et le gouvernement trouveraient également le repos. Le peuple mécontent du gouvernement et le gouvernement mécontent du peuple regardaient ensemble vers la terre promise de l'Europe où ils seraient enfin débarrassés l'un de l'autre. Cette douce espérance n'a plus cours. Gouvernants et gouvernés restent prisonniers les uns des autres, prisonniers aussi d'ailleurs d'une Union Européenne qui n'est désormais qu'un problème insoluble de plus. » Ce ne sont pas les plus récents événements qui démentiront ce jugement lapidaire : la crise migratoire a mis en évidence les contradictions insolubles d'une Europe incapable d'adopter une ligne de conduite commune. En d'autres termes, nous ne pouvons nous débarrasser de notre fardeau sur une instance qui nous en délivrerait. C'est d'abord à nous-mêmes, au peuple constitué que nous formons qu'il appartient de prendre son destin en main.

Mais ce n'est nullement évident d'accepter la lucidité qui conviendrait et les décisions qui s'imposeraient. Pour Pierre Manent, depuis le général De Gaulle, qui nous avait sorti du traumatisme de la défaite, c'est le renoncement qui s'est imposé : « Dans la Résistance s'incarne effectivement notre dernière grande expérience formatrice, mais en dépit des commémorations nous ne savons que faire de cette expérience depuis que nous avons renoncé à l'effort qui répondait à la défaite. Nous n'avons pas eu d'autre expérience politique significative, mais celle-ci a cessé de nous éduquer. » Ce regard sur le passé n'est nullement nostalgique, il invite à nous ressaisir au plus vite pour affronter nos défis présents qui ont changé de nature. Et l'auteur de pointer en priorité le phénomène religieux, qu'il faudrait enfin prendre au sérieux, en se dispensant de se retrancher derrière une laïcité de principe, parfaitement illusoire dès lors qu'elle ne constitue qu'un talisman qui nous cache l'objet très réel, en tant que fait social et politique. Inutile de biaiser pour se protéger du grief d'islamophobie, l'objet en question est bien l'islam qu'il ne s'agit pas de traiter en ennemi, en dépit des dérives terroristes auxquelles il donne lieu, mais précisément comme un phénomène spécifique, en sa désinence contemporaine. Il est vrai qu'un tel éclairage contredit nos préjugés à propos d'un religieux qui ne relèverait désormais que des convictions les plus intimes, en intervenant de moins en moins comme forme collective. Non, ce n'est pas la sortie du religieux qui a caractérisé l'évolution récente des pays musulmans, mais c'est sa réaffirmation. Pour ne l'avoir pas compris ou pas voulu l'admettre, c'est la terrible désillusion des printemps arabes qui nous est tombée dessus.

Comment caractériser le phénomène religieux musulman dans une généralité qui s'impose à nous, avec la force d'évidence

qu'impose l'existence d'une communauté qui est partie prenante de notre vie nationale, comme de notre vie la plus quotidienne ? « L'islam reste la règle évidente et obligatoire des mœurs. Cette règle est déclarée, explicitée, revendiquée comme telle. Elle est un thème constant de la vie quotidienne des musulmans, dont elle informe les dispositions sociales et morales, en particulier les dispositions selon lesquelles les hommes et les femmes conduisent leurs relations. Comme je l'ai déjà relevé, l'islam politique entend faire de la religion non seulement un état des mœurs, non seulement un thème insistant de vie commune, mais encore un projet collectif, une grande ambition, et cette perspective séduit des mouvements plus ou moins nombreux, plus ou moins radicaux, plus ou moins violents, qui agissent dans un registre inséparablement religieux et politique, parfois militaire. »



Ce phénomène nous atteint directement, sous des formes qu'il importe par ailleurs de distinguer, même si nous sommes contraints de les reconnaître toutes, et éventuellement de les contrer avec les moyens adéquats, donc policiers et militaires. Pas d'amalgame bien sûr, mais la reconnaissance, hors de l'extrémisme et a fortiori du terrorisme, du fait majeur que « nos concitoyens musulmans sont suffisamment nombreux, suffisamment assurés de leur bon droit, suffisamment attachés à leurs croyances et à leurs mœurs pour que notre corps politique soit substantiellement, sinon essentiellement transformé par leur présence. Encore une fois nous ne pouvons faire autrement que d'accepter ce changement. » Et cela implique d'admettre des habitudes qui ne sont pas les nôtres, auxquelles nous souffrons parfois de consentir. Il faudra bien qu'un compromis se dessine.

Il conviendrait de reprendre toute la démonstration de Pierre Manent, qui me paraît extrêmement convaincante et qui a ce mérite premier de dire les choses en vérité, sans les édulcorer et sans non plus les aggraver. Ce n'est pas la malveillance qui l'inspire, mais au contraire une sagesse civique qui recherche les moyens de redéfinition d'un bien commun perceptible à tous. On comprend à partir de là comment la laïcité à elle-seule ne répond pas à nos difficultés : « La laïcité est un dispositif de gouvernement qui n'épuise pas le sens de la vie commune, et qui d'ailleurs en donne une représentation abstraite et fort pauvre. On n'habite pas une séparation. » Voilà qui renvoie à des considérations historiques, en même temps qu'à des analyses très contemporaines. L'histoire à revisiter est celle de la Troisième République et de l'équilibre qu'elle avait établi, qui ne méconnaissait nullement le passé et donc l'identité chrétienne de la France : la preuve en est l'insistance mise sur le XVII^e siècle dans la culture de l'école républicaine. Le présent à interroger est celui des relations réciproques entre les grandes masses spirituelles aujourd'hui en mouvement. Pierre Manent relève qu'au sein de ces masses « l'Église catholique est la seule force spirituelle engagée dans une démarche qui prend en compte d'une manière délibérée et pour ainsi dire thématique les revendications et les vues des autres. » Il y aurait donc là une singularité à reconnaître et à utiliser dans un but de régulation d'une nation à faire vivre dans les conditions qui s'imposent à nous. Pour le meilleur, espérons-le.

Gérard LECLERC

Pierre Manent — « **Situation de la France** », Desclée de Brouwer, coll. essai/documents, 10/2015, prix public : 15,90 €.

Et si ?

Au-delà du pur plaisir de l'exercice qui consiste à refaire l'histoire au cas où un événement qui ne s'est pas produit dans la réalité venait à advenir, l'uchronie permet bien plus : nous en dire plus sur ce que nous sommes et ce qui pourrait nous arriver. Le livre de David Desgouilles participe à cela de belle façon.

Au premier abord, il y a la facilité et le plaisir que l'on éprouve à lire ce livre. C'est bien écrit, souvent drôle, parfois cruel. C'est également bien documenté et montre, de la part de l'auteur, une bonne connaissance du milieu politique, notamment des socialistes, et un fort solide réseau d'informateurs. Chroniqueur très lu du magazine *Causeur*, David Desgouilles fait bien plus que nous raconter une histoire, il prend parti et nous livre une analyse de notre situation qui ne peut, ici, que nous ravir. Vous trouverez dans ces pages beaucoup de personnes qui vous sont familières et qui partagent, au moins pour une large part, les analyses et les opinions contenues dans notre journal.

Raconter l'argument sans livrer tout de l'histoire, voilà la gageure. L'argument est simple. Nafissatou Diallo, pour une stupide histoire de piles, ne reste pas dans la célèbre chambre du Sofitel et ne croise donc pas son occupant. Que se passe-t-il en ce moi de mai 2011 à New York pour Dominique Strauss-Kahn : rien, strictement rien. Et ce rien change tout. Il n'est plus éliminé de la course à la présidentielle de 2012 et il peut poursuivre le destin que chacun lui annonçait. Il est donc candidat à la primaire socialiste qu'il remporte haut la main, avec un score assez voisin de celui obtenu dans le réel par François Hollande.

On pourrait se dire qu'à ce moment là de l'histoire, on peut bien se demander ce que cela aurait changé, compte tenu de l'orientation politico-économique bien semblable des deux protagonistes. Et c'est là que le roman prend toute son ampleur et tout son intérêt. On aurait pu s'attendre à ce que DSK s'en tienne à ce que l'on attendait de lui ou, du moins, à ce que l'on pouvait savoir de ses orientations et de ses méthodes. C'est compter sans la prodigieuse intelligence du personnage et de sa faculté à comprendre les problématiques et à adapter son action en fonction d'elles.

D'où le choix de l'héroïne du roman, Anne-Sophie Myotte, agrégée d'économie et proche d'Arnaud Montebourg, comme directrice de campagne, à la grande fureur de Pierre Moscovici, autre protagoniste de l'intrigue. Évidemment, dès qu'il s'agit de DSK, se pose la question de ses rapports compliqués avec les femmes. Ce qui est ici intéressant, c'est que David Desgouilles ne s'appesantit pas lourdement et bêtement sur le sujet, puisque les rapports de séduction entre Anne-Sophie et DSK sont évacués dès l'abord et l'on n'y revient pas. L'argument de l'ouvrage se situe à des hauteurs bien supérieures à cela.

C'est donc une campagne que l'on n'attendait pas. La victoire est au bout et c'est là que l'ouvrage devient passionnant. Fort de son sens des réalités, pour le moins aigu, le nouveau président de la République s'attèle à la tâche et de quelle façon. Bien sûr, face à la lâcheté et à l'absence de sens des perspectives dont est affublé Hollande, le moindre mouvement et la moindre prise de risque apparaît pour miraculeuse. Anne-Sophie devient la « Henri Guaino » de DSK et pèse sur sa politique à la grande fureur des eurolâtres et autres ravis de la crèche ultra-ibérale. Sauf que c'est probablement faire grand honneur au conseiller spécial de Nicolas Sarkozy que de le voir animé par des sentiments plus grands que ceux de ses intérêts personnels, si compréhensibles soient-ils chez ce personnage qui n'a pas connu que des jours heureux.

Impossible de raconter un livre lorsque l'on veut qu'il soit lu. DSK accepte d'aller à la crise avec Merkel pour régler les problèmes de la France et aussi ceux de la majorité des pays européens. Cela ira jusqu'à une décision drastique et la personne chargée de cette mise en œuvre pourra sembler étrange dans une telle situation et à un tel poste. Étrange ? Vous lirez. Quant à la personne en question, bien connue et tant appréciée chez nous, comme spécialiste, comme penseur, comme homme et surtout comme ami, son choix semble judicieux.

Hélas, tout ce qui est dans ce livre n'est qu'un rêve. Un songe qui donne pourtant tant à réfléchir, tant à penser et en définitive tant à espérer. Quel plaisir ! Merci pour ces moments.

Pascal BEAUCHER

(1) David Desgouilles — « *Le bruit de la douche* », roman, Éd. Michalon, 06/2015, 256 pages, prix public : 17 €.

L'âge d'or

Le royaume de Belgique est aussi celui de la bande dessinée. Une exposition parisienne exceptionnelle rend hommage à ses meilleurs sujets.

Vous êtes devenu royaliste, comme notre vénéré directeur, en lisant *Le Sceptre d'Ottokar* ? Vous tenez la BD pour un enfantillage indigne d'un lecteur sérieux ? Alors Tonnerre de Brest, courez illico admirer les 150 planches de la collection du Musée des Beaux Arts de Liège, présentées pour la première fois en France. (1)



Les planches sont des œuvres originales à l'encre constituées d'un ensemble de cases tenant sur une ou deux feuilles grand format. Attachés à la publication en album, les dessinateurs leur accordaient peu d'importance. Elles s'arrachent désormais à prix d'or. Très bien présentées, assorties de commentaires pertinents, leur exposition permet de voir différemment le travail d'Hergé, de Jacobs, de Franquin, de Peyo ou de Jacques Martin, pour citer les plus connus, mais aussi d'Hermann (*Bernard Prince*, *Comanche*) ou de Comès (le magnifique *Silence*) et tant d'autres. Au-delà des savantes controverses sur la nature de la bande dessinée (simple 8^e art ou genre de l'art contemporain), elles montrent que ces maîtres de la bande dessinée, qui n'avaient d'autre ambition que de dessiner des histoires, sont de grands artistes.

En sortant, ne manquez pas d'admirer d'un œil affûté cet autre chef d'œuvre de la ligne claire : Beaubourg.

Laurent LAGADEC

(1) Centre Wallonie-Bruxelles Paris, 127-129, rue Saint-Martin, 75004 Paris. Jusqu'au 4 octobre 2015. www.cwb.fr

Actualités de la Nouvelle Action royaliste



Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos amis et sympathisants dans nos locaux (38 rue Sibuet Paris 12^e) pour un débat avec un conférencier, une personnalité politique ou un écrivain.

Accueil à partir de 19 h 30. Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée. La conférence commence à 20 h précises et elle s'achève à 22 h. Une carte d'Abonné des Mercredis annuelle (12 euros) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir le programme des conférences.

Après la conférence, à 22 h, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 euros).

Mercredi 7 octobre : C'est la « taulière » de **L'arène nue**, blog très fréquenté par les hétérodoxes de toutes nuances. C'est l'auteur d'un ouvrage, « Europe : les États désunis », déconstruction allègre de l'idéologie européiste et démontage minutieux des rouages bruxellois, qu'elle avait bien voulu nous présenter en 2014. C'est une chroniqueuse que l'on retrouve régulièrement à *Figarovox* et à *Marianne*. C'est **Coralie DELAUME**, qui a accepté d'animer notre réunion de rentrée.

Son thème de réflexion ? **L'Union européenne et la zone euro après la capitulation de Tsipras**. Avec elle, nous reviendrons sur la stratégie allemande, sur la « négociation » au sein de l'Eurogroupe, sur le comportement de la direction de Syriza avant d'analyser le résultat et les conséquences des élections législatives du 20 septembre. La situation et les perspectives des gauches alternatives dans une Union en crise seront également évoquées.

Mercredi 14 octobre : Agrégé d'histoire, producteur de « La marche de l'histoire » après avoir été l'une des grandes voix de France Culture, **Jean LEBRUN** nous avait présenté (avec Isaure Pisani-Ferry) « Les grands débats qui ont fait la France ». Cet été, Jean Lebrun a lu les mémoires de Charles de Rémusat, qui s'opposait aux ordonnances de 1830 et se déclara partisan de l'appel au duc d'Orléans.

Député sous la monarchie de Juillet, il fut brièvement ministre de l'Intérieur. Le coup d'État de Louis-Napoléon contraignit à l'exil ce libéral... « *Il est vraiment allergique au bonapartisme, indifférent aux Bourbons, il peut s'accommoder d'une certaine conception de la République mais, de cœur, il est orléaniste. Cependant, il en vient, avec l'expérience, à penser qu'aucune solution n'a de légitimité assurée* » nous écrivait Jean Lebrun qui ajoutait : « *on pourrait appeler cela Rémusat ou l'orléanisme impossible.* » Cette amicale provocation nous a plu !

Souscription 2015

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

Grande braderie annuelle !

dans les locaux :

livres anciens de 2 à 5 €
et livres récents à moitié prix

Durant la saison estivale, notre site s'est étoffé

la collection complète du journal *Royaliste*
depuis 1971 est en ligne sur le site :

<http://archivesroyalistes.org>

Abonnement, adhésion et librairie

règlement à l'ordre de :
la Nouvelle Action royaliste

Royaliste
Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration

Bloc C - boîte à lettres 13

38, rue Sibuet - 75012 Paris

Dir. politique : **B. Renouv**

Dir. politique adjoint :

Christophe Barret

Dir. publication : **Y. Aumont**

Com. paritaire : 05 14 - G 84 801

ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement à *Royaliste*

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse Internet :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

NAR - Bloc C - boîte à lettres 13 - 38 rue Sibuet - 75012 Paris

Migrants : des solutions

Les émotions compassionnelles et les réactions xénophobes, le flux des images télévisées et les sondages erratiques qui influent sur la « communication » des gouvernances de l'Union européenne laissent paraître une seule certitude : l'arrivée massive de migrants dans l'Ouest européen est aujourd'hui un problème sans aucune solution politique. La crise migratoire est l'un des résultats tragiques des choix désastreux qui ont été faits depuis un quart de siècle par les élites de ce qu'on appelle *l'Occident*.

C'est la stratégie imbécile des États-Unis en Afghanistan et au Proche-Orient qui a jeté sur les routes de l'exil les hommes, les femmes et les enfants dont Washington laisse maintenant la charge aux États et aux peuples européens, à la Jordanie et au Liban. C'est l'opération libyenne menée par les gouvernements français, anglais et américain qui a provoqué dans cette partie de l'Afrique un chaos propice à toutes les émigrations. C'est la vindicte contre Bachar el Assad et la complaisance hautement suspecte pour l'Arabie saoudite et le Qatar, agents de la subversion islamiste, qui provoque l'exode des Syriens.

Ce sont les matrices de l'ultra-libéralisme - le FMI, l'OMC, la Commission européenne - qui provoquent la désindustrialisation, le chômage et la misère en Croatie, en Serbie, en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo : dans ces pays livrés à la corruption et privés d'avenir, ils sont des dizaines de milliers à grossir le flot de ceux qui émigrent en raison de la sauvagerie économique.

C'est l'Union européenne dans son ensemble qui se révèle incapable de « gérer » une crise qu'elle n'a pas su anticiper et qu'elle a refusé de voir : cela fait longtemps que la Bulgarie, l'Italie du Sud et la Grèce sont confrontées à l'arrivée intempestive de diverses catégories de migrants sans qu'il y ait conception et mise en œuvre d'une politique d'assistance et de contrôle pour les arrivants. Dans les îles grecques de l'Égée orientale, l'Union européenne a laissé se créer une situation insupportable, tant pour les migrants victimes de la guerre que pour les Grecs victimes de l'euro.

C'est un nouvel aspect de la fiction européiste qui s'efface. Conçu pour les périodes paisibles, le système de Schengen se décompose selon une logique somme toute banale : en période de crise, les États

défendent leurs intérêts nationaux et leurs équilibres internes. Célébré pendant quelques jours pour son humanisme alors qu'il préparait l'expulsion de 75 000 balkaniques, le gouvernement allemand retrouve ou conforte de très anciennes habitudes : il gère les stocks et les flux de migrants selon les besoins de son industrie et de sa démographie, puis répartit les excédents sur ses voisins. L'Allemagne a décidé hier du sort de la Grèce, elle décide aujourd'hui du sort de Schengen.



La gouvernance française s'alignera sur la régulation migratoire allemande comme elle s'est pliée à la dogmatique monétaire et budgétaire allemande et elle bricolera un accueil de migrants rendu économiquement et socialement très difficile à cause de la désindustrialisation et du chômage que nous devons à l'euro. On fera donc de l'humanitaire, tandis que les xénophobes multiplieront les promesses illusoires de retour à la normale en escomptant de gros dividendes électoraux.

Pour sortir de ces impasses, il faudrait lier la force des principes et la dynamique des indispensables révolutions.

Quant aux principes, le pape François et le grand rabbin de France ont rappelé que l'accueil de l'étranger était essentiel dans notre civilisation. On ne peut militer pour la « défense des Valeurs » et négliger ce rappel qui rejoint les préceptes de l'universalisme laïc.

Si l'on récuse toute théologie et toute philosophie pour s'en tenir au « réalisme », il faut faire entrer l'État de droit dans cette réalité. Inscrit dans le Préambule de 1946, le droit d'asile est imprescriptible et la France a signé la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés. Il n'y a pas de politique xénophobe possible mais seulement une pratique hors la loi.

La France pourrait contribuer à résoudre la crise migratoire si elle se donnait une ambition révolutionnaire : alliance avec la Russie et coopération avec l'Iran pour combattre militairement « l'État islamique » et intimider ses soutiens saoudiens et qataris ; sortie de l'euro pour retrouver les moyens d'une politique nationale de développement ; réorganisation de l'Europe continentale, plan général pour le co-développement du Maghreb, de l'Afrique sub-saharienne, des Balkans, du Proche-Orient et de l'Asie centrale.

Qui donnera force et cohérence à ce que nous sommes déjà nombreux à envisager ?

Bertrand RENOUVIN